

**Décision n° 04-896**  
**de l'Autorité de régulation des télécommunications**  
**en date du 19 octobre 2004**  
**attribuant des ressources en numérotation à**  
**la société Mediaserv**  
**(numéros de la forme 05 94 57 MC DU, 05 94 58 MC DU et 05 94 59 MC DU)**

L'Autorité de régulation des télécommunications ;

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L.36-7 et L.44 ;

Vu le décret n° 96-1224 du 27 décembre 1996 relatif aux redevances dues pour les frais de gestion du plan national de numérotation et de contrôle de son utilisation ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1997 établissant la valeur du coefficient qui fixe l'assiette des redevances pour le coût de gestion de la numérotation ;

Vu le dossier de déclaration déposé par la société Mediaserv (récépissé de l'Autorité de régulation des télécommunications n° 03-43 en date du 25 août 2003) ;

Vu la décision n° 98-75 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 3 février 1998 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation modifiée ;

Vu les courriers de la société Mediaserv reçus le 27 juillet 2004 et le 8 octobre 2004 ;

Vu le courrier de l'ART en date du 24 septembre 2004 ;

Après en avoir délibéré le 19 octobre 2004 ;

**Décide :**

**Article 1er** – Les numéros de la forme indiquée ci-dessous :

Numéros de la forme	Zone de numérotation élémentaire
05 94 57 MC DU	Cayenne (Guyane)
05 94 58 MC DU	Kourou (Guyane)
05 94 59 MC DU	Saint Laurent du Maroni (Guyane)

sont attribués à la société Mediaserv (Siren n° : 351 555 792) pour la fourniture du service téléphonique au public dans les zones de numérotation élémentaires correspondantes.

**Article 2** - La société Mediaserv acquitte, pour les numéros attribués à l'article 1<sup>er</sup>, une redevance dont le montant et les modalités de versement sont fixés par le décret du 27 décembre 1996 et l'arrêté du 30 décembre 1997 susvisés.

**Article 3** - Conformément aux dispositions de l'article L.44 du code des postes et des communications électroniques, les numéros attribués à l'article 1<sup>er</sup> ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle ou industrielle. Ils ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des télécommunications.

**Article 4** - Au 31 janvier de chaque année, la société Mediaserv adresse à l'Autorité de régulation des télécommunications un rapport sur l'utilisation effective des numéros attribués.

**Article 5** - Le chef du service Opérateurs et régulation des ressources rares de l'Autorité de régulation des télécommunications est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur.

Fait à Paris, le 19 octobre 2004

Le Président

Paul Champsaur